Visite au Burundi d'un expert en droits de l'Homme

PANA, 30/06/2008 Bujumbura, Burundi - Un expert indépendant sur la situation des droits de l'Homme au Burundi, Akich Okola, est arrivé, dimanche soir à Bujumbura, pour une visite de travail de deux semaines dans le pays, apprend-on de source onusienne dans la capitale burundaise. L'objet de la visite est de recueillir des informations de diverses sources sur les efforts du gouvernement burundais dans la mise en application des recommandations contenues dans les derniers rapports de l'expert indépendant au Conseil des droits de l'Homme et à l'Assemblée générale des Nations unies. Un communiqué de presse transmis lundi à la PANA à Bujumbura par l'Office du Haut commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme.

L'expert indépendant envisage ainsi de rencontrer des autorités burundaises, des représentants des agences du système des Nations unies, des membres du corps diplomatique et consulaire, des acteurs politiques ainsi que des organisations nationales et internationales des droits de l'Homme oeuvrant au Burundi, poursuit le communiqué. Des descentes sur le terrain, comme dans les différentes prisons du pays, sont également à l'ordre du jour de la visite de Akich Okola qui adressera son rapport de fin de mission au Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, d'après la même source. L'Office du Haut commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme rédige déjà des rapports hebdomadaires sur le Burundi, signale-t-on. La semaine dernière aurait été comptabilisée par 242 cas graves de violations des droits de l'Homme imputables à la Police nationale, l'armée gouvernementale, la rébellion, le ministère public et des particuliers. Les différents cas rapportés ont trait aux atteintes à l'intégrité physique, au droit à la vie, aux détentions arbitraires et illégales, à la non séparation des enfants des adultes dans les prisons, la mauvaise tenue des registres de détention, les gardes à vue prolongées, les violences sexuelles et domestiques, les viols ou encore l'atteinte au droit à la propriété.